

éventuelle intégration dans la grande collectivité des démocraties ne permettra pas en soi à tous les États nouvellement libérés et formés de l'ancien empire eurasiatique soviétique d'opérer en douceur la transition fort compliquée à la démocratie et au respect des droits de la personne et des minorités. Pareille transition est doublement difficile au milieu de l'adversité économique extrême, là où la «tarte» de la prospérité et du progrès est plus petite et moins facile à diviser.

Quand est évoquée la possibilité de dresser un «nouveau Plan Marshall» pour les républiques eurasiatiques, il convient de se rappeler que l'Europe occidentale et le Japon satisfaisaient encore, au lendemain de la guerre, aux critères fondamentaux du développement. Autre élément tout aussi important ayant contribué au succès de cette historique entreprise : les pays qui avaient été occupés ont accepté sans réserves que des intervenants de l'extérieur (surtout les Américains) exercent chez eux le contrôle économique et politique et le pouvoir pendant la période initiale cruciale de la mobilisation des ressources et de l'établissement des institutions. Au cours de l'étape vitale des premières années, une sorte de «démocratie naissante sous tutelle» était mieux à même de contenir les attentes qu'auraient pu le faire des démocraties sans allégeance sur l'échiquier international.

Certes, il existe de grandes différences entre la situation des anciens pays de l'Axe, qui étaient occupés, et les républiques venant de s'affranchir du joug soviétique. Malgré tout, les citoyens et les dirigeants de ces républiques sont parfois enclins à solliciter à l'étranger intervention et conseils, dans une mesure rappelant la période d'occupation d'après la guerre; ils accepteraient peut-être de céder une partie de leur souveraineté nouvellement acquise à des organismes internationaux valables qui les aideraient à édifier des sociétés viables.

Avec ce contexte pour toile de fond, les anciennes républiques soviétiques et la plupart des autres membres du COMECON continuent de glisser dangereusement, les perspectives étant meilleures, mais toujours très incertaines, pour les États de l'Europe centrale. Les luttes politiques et l'instabilité empêchent la collectivité internationale d'y acheminer ne serait-ce qu'une fort modeste assistance technique ou autre ayant été promise, et elles rendent peu probables pour un bon moment les investissements privés importants. Il faut beaucoup de temps pour établir de nouvelles structures économiques, et le processus s'avère difficile et pénible, tandis que les anciennes perdent rapidement toute substance et sont en train de s'effondrer. La forme d'apport socio-économique la plus